

Périodique

RÉFLEXIONS

POUR UN MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE MODERNE

« Réflexions » a pour but d'inciter les progressistes à la réflexion. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d'autres. N'hésitez pas à nous écrire.

Sommaire

P1 Edito. Le règne du capital n'est pas une fatalité.

P2 L'unité sans principe ou comment laisser la main au pouvoir : l'exemple de la réforme des universités.

P3 Les dégâts de l'ouvriérisme.

P5 Disparition du PCF pas si simple !

P5 La gauche : c'est quoi ?

P6 Quelle liberté pour les scientifiques ?

P7 La politique étrangère criminelle des Etats-Unis.

Edito :

Le règne du Capital n'est pas une fatalité !

En 1995 Juppé s'attaquait aux régimes spéciaux, face à l'ampleur de la protestation il fut obligé de reculer. Ce mouvement fut suivi plus tard par celui de la défense de la sécurité sociale, puis par celui des retraites qui furent battus malgré leur puissance. Il y a deux ans la majorité des Français rejetaient le projet de constitution européenne, ce vote fut un vote de protestation contre la dégradation permanente de la situation sociale. Une année plus tard, le gouvernement de Villepin fut en échec sur le CPE. Malgré tous ces mouvements de lutte, Nicolas Sarkozy, l'homme de la déréglementation, accède par le suffrage universel en 2007 à la présidence de la République.

Cette « conclusion » devrait interroger sur le sens de l'unité sans contenu, de l'idéologie de « gauche » que certains nous ressassent. Les forces politiques et syndicales de « gauche » ont de profonds désaccords sur des questions fondamentales comme la place de la technologie, les responsabilités du capitalisme, le modèle de Société à proposer pour constituer une alternative crédible à la

politique défendue par le pouvoir actuel. Il n'y a pas aujourd'hui de force organisée capable de rassembler largement les salariés et la population pour contester la domination du Capital. Ce dernier peut s'attaquer à toutes les lois sociales qui limitent l'exploitation du salariat, à tout ce qui l'empêche de capter les masses financières dévolues à la reproduction de la force de travail. Le rapport de force est tellement favorable au Capital que le président de la République ne se donne pas la peine d'apparaître comme représentant l'intérêt général. Il s'affiche de façon ostensible comme le gardien des intérêts du monde patronal. Le recul des idées de classe est tel que N Sarkozy peut se promener dans les entreprises, manger avec les salariés sans qu'il y ait une seule manifestation, une seule délégation. La disparition des repères qui ont structuré le monde du travail pendant le siècle dernier amène les salariés (ouvriers qui plus est) à écouter dans l'usine N Sarkozy leur expliquer pourquoi ils doivent travailler plus afin de gagner plus et lui demander ensuite de dédicacer leur vêtement de travail !

Avec un mouvement altermondialiste romantique, confus et conservateur (en rester à

une société du passé), avec un PCF moribond, avec un appareil confédéral de la CGT intégré à la stratégie des forces dominantes, le PS n'a plus lui à faire semblant de vouloir une politique plus sociale. Il peut abandonner toute idée de changer la société. La présence de ministres socialistes au gouvernement, de personnalités socialistes dans des commissions visant à restructurer l'appareil d'Etat, la présentation de DSK par le gouvernement à la présidence du FMI (ce qui en dit long sur les tractations entre membres du PS et le pouvoir politique) relève d'un choix politique cohérent. Le PS n'a plus à perdre son temps avec la contestation du capitalisme. Il doit accompagner le mouvement du Capital mondialisé, sous peine de se décrédibiliser aux yeux de ceux qui comptent, ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange.

Accompagner ce mouvement c'est contribuer à faire évoluer la société dans le sens de l'acceptation de la domination du Capital.

Pour nous, il est fondamental de préconiser une autre perspective. Dans notre pays, il y a encore une forte aspiration pour l'amélioration des conditions de vie et pour la justice sociale. Il est possible, même dans le monde ouvert d'aujourd'hui, d'utiliser les ressources du pays pour répondre aux aspirations des salariés et de la population. A condition de s'en donner les moyens : matériels en conjuguant technologie, développement et environnement ; politiques en rassemblant pour des réformes qui mettent en cause la domination du Capital. C'est un magnifique combat à mener.

Reflexions

L'unité sans principe ou comment laisser la main au pouvoir : l'exemple de la réforme des universités.

L'université et la recherche, producteurs de connaissances et de qualifications sont des éléments stratégiques pour les capitalistes dans la lutte qui les opposent sur un marché mondialisé. Imposer sa technologie, ses normes est décisif afin d'accumuler plus de capital que les concurrents. Le sommet de Lisbonne n'avait d'autres buts que d'établir les principes de la mise en concurrence des systèmes universitaire et de recherche nationaux afin de les mettre à disposition des stratégies des groupes capitalistes. La Loi d'autonomie des universités que le parlement a voté, s'inscrit dans cette logique. Autonomie, sélection, financement privé, compétition entre universités sont les maîtres mots de cette loi. Les universités fortement liées à la recherche sont appelées à former les élites, les autres doivent fusionner sous peine de disparaître. La logique capitaliste de centralisation du capital s'étend à un monde qui croyait en être préservé. Je ne rentrerai pas dans les détails de la nouvelle organisation et de ses conséquences concrètes, ce n'est pas ici mon propos. Il est particulièrement intéressant d'analyser le positionnement des différentes forces syndicales. Après une levée générale de boucliers de l'ensemble du monde universitaire, le gouvernement a modifié en juin son texte de façon à trouver des zones de

consensus avec l'establishment universitaire (Conférence des présidents d'université, CPU) et les syndicats étudiants. Ces derniers dont l'UNEF (véritable centre de formation des futurs cadres du PS, Bruno Julliard est membre du PS, rattaché à l'écurie Jospin-Delanoë) étant d'accord avec la Loi refusent toute forme d'action. Le SNESUP et le SNCS FSU se cachent derrière l'UNEF au nom de l'unité avec les étudiants pour ne rien faire. En fait le SNESUP est plutôt pour la Loi, 22 de ses membres sont présidents d'université et 55 vice-présidents. La nouvelle loi confère aux présidents d'université et aux lobbies majoritaires dans chaque université (par les nouvelles modalités électorales des élections au Conseil d'Administration) des pouvoirs considérables. Cela aiguise bien des appétits. L'UNSA comme la CFDT sont pour la loi pour les mêmes raisons. Rappelons pour la bonne compréhension du paysage que S Royal avait, sur les universités, un programme très similaire à celui de N Sarkozy (souplesse, autonomie, adaptabilité des universités). Les forces du capital peuvent compter sur les différentes composantes du réformisme afin de désespérer les personnels et empêcher toute forme d'action contre sa politique.

MG

Les dégâts de l'ouvriérisme !

Pour illustrer ces dégâts, je développe ci-dessous deux exemples situés dans des périodes historiques différentes.

1°) Comment l'idéologie d'Attac a-t-elle pu être adoptée par le PCF? Attac fait de l'OMC le grand responsable de l'ordre des multinationales et prétend lutter contre cet ordre en s'opposant à la technologie, ogm, nucléaire, Le PCF n'a jamais lutté contre la technologie, il a toujours considéré qu'elle était un moyen d'émancipation de l'Homme, un des enjeux de la lutte de classe étant son appropriation sociale.

Attac dont l'idéologie est essentiellement structurée par les trotskystes de SUD et de la FSU fait des travailleurs scientifiques des alliés objectifs du capitalisme. Le développement de la technologie étant un des moyens de l'accumulation du capital, les travailleurs scientifiques par leur activité en contribuant au développement de la technologie sont des alliés objectifs de la classe des capitalistes dont ils renforcent la puissance (Thomas Coutrot). Ainsi, une catégorie salariale devient un adversaire de classe. L'idéologie d'Attac rejoint l'ouvriérisme historique qui n'a cessé de structurer le PCF. L'ouvriérisme consiste en une vision hégémonique de la classe ouvrière réduite aux travailleurs manuels dans la conduite du mouvement de lutte. Il tient en grande suspicion les employés et les travailleurs intellectuels considérés comme idéologiquement peu sûrs. En refusant de sortir de cette conception, le PCF a marginalisé ses adhérents en les empêchant de comprendre les profondes transformations qui affectaient l'ensemble des forces productives et dont la mondialisation est une des conséquences. Courant après l'Histoire du fait de ses retards théoriques, le PCF s'est transformé de Parti de la classe ouvrière en Parti des couches moyennes. Du social, il est passé au sociétal abandonnant progressivement tout contenu de classe. Cette social-démocratisation a contribué à figer les opposants à la « mutation » dans leur conception ancienne du mouvement de lutte. En faisant du PCF un satellite du PS, R Hue par son discrédit a préparé le terrain à MG Buffet qui a dépolitisé le Parti en en faisant un sous traitant du réformisme contestataire. Les dégâts d'Attac

sont considérables. Cette association en occupant le vide laissé par le PCF dans le champ de l'analyse économique en a séduit plus d'un, d'autant que son discours empruntait au marxisme son vocabulaire. La séduction de tout ou partie du discours d'Attac auprès des communistes (encartés ou ex) a reposé sur une connaissance sommaire de l'économie politique. L'ouvriérisme des directions successives du PCF a négligé l'économie politique préférant en rester à l'expression de principes généraux et cantonner Marx à la philosophie. Rappelons que le marxisme ne consiste pas en l'exégèse de textes de référence (que la plupart des dirigeants n'ont peut-être jamais lus !) mais est une méthode d'analyse de l'économie et de l'Histoire appelé encore socialisme scientifique.

Beaucoup sont tombés dans le panneau du discours anti OMC et anti AGCS. Combien de municipalités à direction communiste ne se sont elles pas déclarées « Hors AGCS » ? En quelque sorte la déréglementation serait la conséquence des décisions prises par des instances internationales et non des contradictions générées par les mécanismes de l'accumulation du capital. Les communistes ne se sont pas aperçus que rendre responsable l'OMC et l'AGCS revenait à écarter toute solution nationale ! Le refus du PCF de s'intéresser aux problèmes de gestion assimilés consciemment ou inconsciemment à de la cogestion a enfermé les communistes dans une vision souverainiste de la gestion du pays. La diabolisation de l'OMC qui ne pouvait que les séduire les dépolitisait encore plus. La « déconscientisation » absolue des communistes était atteinte avec la lutte anti-ogm. Les communistes ont accordé un crédit au discours anti-ogm sans s'apercevoir que le refus des ogm rentrait dans une conception globale du refus de la technologie. La direction du PCF comme celle de la CGT, de l'UGICT et de la fédération CGT des finances (toutes deux fondatrices d'Attac) ont une écrasante responsabilité puisqu'elles n'ont cessé de masquer l'orientation anti-nucléaire de cette association. Attac est l'expression protestataire de catégories salariales et sociales contre la remise en cause de leur statut social résultant de l'accroissement de l'exploitation capitaliste dans le contexte de la mondialisation. Cette expression est d'essence réactionnaire puisqu'elle rend la technologie et ceux qui la conçoivent responsables

de la dégradation de leur situation. La lutte contre la mondialisation capitaliste se réduit pour Attac à instaurer dans un cadre national un système de marchés locaux et tout au plus régionaux, c'est à dire à organiser un système de petits producteurs indépendants. L'agriculture doit répondre à des besoins de développement et rentre donc le cadre des mécanismes généraux de l'économie. Soit on lutte contre ces mécanismes soit on évite la lutte en s'enfermant dans une vision d'un retour à un monde mythifié qui n'a jamais existé. La lutte anti-ogm, c'est l'idéologie du retour à une paysannerie auto suffisante produisant essentiellement pour elle-même. En tant que scientifique, membre du PCF, j'invite le lecteur à visiter le site web de l'Association Française pour l'Information Scientifique (<http://www.pseudo-sciences.org>). Que des communistes soient tombés dans le piège d'un discours primaire qui repose sur la peur, l'ignorance, en dit long sur la perte totale des repères des plus fondamentaux qui les affecte. La direction du PCF et le journal l'Humanité n'ont cessé de contribuer à cette dépolitisation. Quant au secteur « Economie et Politique » du PCF sorti du « parcours sécurisé du salarié » il ne voit rien, ne comprend rien, n'entend rien ! Il est symptomatique que des communistes ouvertement sociaux démocrates tel Alain Hayot ou « durs à cuire de la lutte de classe » se retrouvent ensemble pour condamner les ogm « instrument d'asservissement de la paysannerie », opportunistes et ouvriériste unis contre le développement des forces productives !

2°) En janvier 1953 le Bureau politique du PCF demanda aux communistes de quitter la FEN-CGT et de rejoindre la FEN autonome qui s'était créée en 1947 dans la foulée de FO. La nécessité de regrouper tous les enseignants dans une même fédération afin de maintenir leur unité dans la lutte pour la laïcité fut avancée par les créateurs de la FEN. La CGT confédérale laissa les enseignants quitter la confédération, pour rejoindre l'autonomie. Certains qui avaient rejoint la FEN autonome restèrent affiliés à la CGT. La Direction du Parti décida que leur place était définitivement à la FEN autonome. Cette décision du PCF ne souleva aucune protestation à l'intérieur de la CGT. On était même content de voir partir ceux que l'on considérait comme des poids morts de la lutte de classe. Ne les appelait on pas les « bouffeurs de profit ». Le

développement des forces productives particulièrement notable dans les années 60 allait de pair avec l'importance croissante de la recherche et de l'enseignement supérieur. La crise de l'accumulation du capital qui éclate au milieu des années 70 va amener les pouvoirs politiques à contrôler de plus en plus la recherche puis l'université pour les assujettir aux stratégies des groupes industriels et de l'Etat. Recherche et Enseignement supérieur vont jouer un rôle de plus en plus stratégique dans les affrontements qui opposent les Etats à travers l'affrontement de leurs groupes industriels. C'est cette stratégie du couplage production-recherche-enseignement supérieure qui a été élaborée à Lisbonne par la mise en concurrence des lieux de production de connaissance afin de mieux les faire dépendre des grands groupes industriels. Le capital est en train de rentrer dans l'université de structurer les enseignements. La FSU est incapable d'être à la hauteur des enjeux du fait de son champ de syndicalisation. Si la CGT est présente chez les travailleurs scientifiques des organismes de recherche malgré l'opposition du PCF voir le numéro précédent de notre revue, elle ne syndique pas ou de façon marginale les 55 000 enseignants chercheurs. Or les organismes de recherche (CNRS, INSERM) avec la réforme du pouvoir vont être intégrés dans les universités qui vont devenir les metteurs en œuvre des orientations du pouvoir politique et des industriels. Si la CGT continue de considérer que les enseignants chercheurs ne doivent pas faire partie de son champ de syndicalisation elle se condamne à la marginalisation. Tous les enjeux du développement seront uniquement assurés par les forces du capital et les confédérations et fédérations syndicales réformistes. L'ouvriérisme du PCF condamne la CGT à la marginalité.

Bref, vous l'aurez compris il ne suffit pas de se réclamer de la lutte de classes pour être un révolutionnaire, les réformistes vibronnant de la LCR, de LO ou du PT occupent déjà le terrain de l'incantatoire, ce n'est pas la peine de les concurrencer, il y a mieux à faire. **Être révolutionnaire c'est partir de la réalité des forces productives afin de comprendre l'économie réelle. Encore faut il pour cela appréhender la réalité du salariat. Sortir des conceptions obsolètes n'est pas évident après avoir passé un siècle à décliner la classe ouvrière. Mais, c'est le défi du mouvement révolutionnaire.**

Gilles Mercier

Disparition du PCF : pas si simple !

La Direction du PCF est confrontée à un problème, la disparition du parti n'est pas une affaire facile. Justifier sa disparition face à la politique de Sarkozy n'est pas évident. Liquidier le PCF mais pour faire quoi ? Recomposer avec qui ? Les clans gravitant autour de MG Buffet ne sont pas tous d'accord sur la façon de procéder, et MG Buffet en naviguant entre les différents clans enfonce encore plus la Direction dans son discrédit. Malgré l'Humanité qui s'évertue à convaincre ce qui reste d'adhérents de la nécessité de se transformer, les communistes restent attachés à leur Parti. La Direction ou plutôt ce qu'il en reste (elle ne se réunit plus que toutes les deux semaines) navigue à vue. Le congrès extraordinaire s'est transformé en assemblée des communistes !! Cette Direction en déliquescence survit parce que ceux qui lui sont opposés ne proposent aucune stratégie crédible. Il suffirait de revenir au PCF d'avant R Hue, pour remettre le PCF sur le chemin de la lutte de classe ! Aucun des oppositionnels ne remet fondamentalement en cause l'Union de la gauche. L'union sans les luttes (la Direction) l'union avec les luttes (les oppositionnels), sans la social-démocratie point de salut !! Que d'efforts théoriques à accomplir pour faire du PCF un parti révolutionnaire !

Réflexions

La Gauche, c'est quoi ?

Le monde serait binaire : il y aurait les bons et les méchants. Pour les lecteurs de Pif, il y avait les Tristus et les Rigolus et pour les opportunistes il y a la Gauche et la Droite. La Gauche c'est le clan des bons et la Droite celui des méchants. Attention cela va se compliquer un peu, mais pas trop, il y a la gauche du oui au référendum et celle du non, celle du oui est celle du social-libéralisme (PS) et celle du non celle de l'anti-libéralisme (PCF, LCR, myriade de groupuscules). Mais que ce soit anti-libéral ou social libéral l'important c'est être de gauche, puisque gauche libérale et anti libérale se réunissent ensemble pour dire tout le mal qu'elles pensent de la politique du gouvernement de droite auquel participent des membres de la gauche libérale. La gauche libérale participe donc à un gouvernement de droite mais aussi à des commissions et des groupes de travail commandités par le chef de l'Etat pour restructurer encore plus la société. La gauche libérale en outre est en train pour les élections municipales de nouer des alliances avec la gauche anti-libérale mais aussi (discrètement) avec la Droite via le Modem. Les verts se répartissent aussi bien entre la Gauche et la Droite. *Si vous trouvez une différence entre l'idéologie de N Mamère (de gauche) et celle de C Lepage (de droite), c'est que vous êtes très fort. Un esprit un tant soit peu rationnel est enclin à penser que Gauche et Droite comme libéralisme et anti-libéralisme sont des notions*

particulièrement flous qui correspondent plus à des stratégies d'alliance d'appareils qu'à des contenus politiques et économiques précis.

Que nous enseigne l'Histoire sur la Gauche. Le Front Populaire lui est associé, mais ensuite il y a eu la pause, puis la non-intervention en Espagne, puis l'approbation des accords de Munich, puis les décrets Sérol, puis le vote des pleins pouvoirs à Pétain. La Gauche, c'est à la Libération, la volonté délibérée d'écarter tous les communistes et les résistants qui leur sont proches de toutes responsabilités étatiques. Ce sont les accords Blum-Burns qui asservissent la France à l'économie américaine. La Gauche, c'est la création de FO. C'est une répression féroce en 1947 contre les salariés en lutte. C'est l'approbation de la Communauté Européenne de Défense. Ce sont les guerres coloniales et c'est l'intervention de Suez en 1956. C'est la rampe de lancement de la Ve République : les députés PS qui ont voté contre la constitution l'ont fait uniquement pour ne pas laisser le PCF seul sur le terrain de l'opposition. C'est la tentative récurrente de constituer des alliances de 3^e force. C'est depuis 1983 une politique systématiquement en faveur du capital et d'alignement sur Washington. C'est l'union économique et monétaire, (Maastricht). C'est l'abandon de la laïcité avec l'abandon de la loi Savary. C'est l'utilisation de Le Pen afin d'activer le vote utile et établir des alliances de 3^e force. C'est enfin la participation à l'actuel gouvernement et à des commissions qui visent à restructurer l'Etat pour mieux l'adapter au besoin du capital français dans

l'affrontement qu'il livre à ses concurrents étrangers. Alors pas très brillant le bilan. ! Mais qui tient à faire ce bilan ? Les réformistes n'ont-ils pas en commun de fuir l'Histoire.

Le clivage pertinent n'est-il pas celui qui définit l'antagonisme entre le capital et le travail ?

L'idéologie de « gauche » n'est nullement une idéologie de rupture mais une idéologie de compromis social qui vise une meilleure répartition des richesses dans le cadre du système. Le PCF n'a cessé de s'appuyer sur cette idéologie pour justifier sa stratégie d'alliance. Mais l'idéologie de gauche efface toute spécificité au PCF. Elle laisse à penser que la différence entre révolutionnaire (pas dans le sens du grand soir) et réformiste

n'est pas si grande que cela. Dans un système électoral à deux tours, il s'agit lors du premier tour de choisir avant tout celui qui a le plus de chance de figurer au second tour et non celui qui est porteur des idées de l'électeur, au second tour il s'agit surtout de voter contre un des deux candidats que pour un programme. Il s'agit dans chaque camp de choisir son champion pour affronter le champion adverse. La bourgeoisie s'est construit un système électoral qui dépolitise par la nécessité de voter utile. Le PCF avec l'idéologie de gauche s'est inscrit dans cette dépolitisation. La gauche efface les contenus au profit des stratégies électorales. L'union de la gauche est une stratégie d'effacement et au bout du compte de disparition du PCF.

Gilles Mercier

Ce texte a été refusé sans explication sur le blog « que les bouches s'ouvrent » d'Action Novation Révolution (<http://anrpcf.canalblog.com/>). Pour certains, l'Union de la gauche c'est comme la gravité, elle est incontournable.

Quelle liberté pour les scientifiques ?

C'est une illusion commune de penser, qu'aujourd'hui, les scientifiques sont responsables des orientations de la recherche qu'ils mènent. Ce serait croire qu'ils sont libres d'utiliser les moyens de la recherche comme ils le veulent. C'est pourtant, ce qui est implicite, voire explicite, dans les accusations de nombreux altermondialistes à l'égard des scientifiques. C'est méconnaître, le poids du Capital et des pouvoirs politiques pour définir les orientations de la politique de recherche. Qui fournit les financements ? Dans la plupart des champs scientifiques, la recherche coûte cher : il faut payer ceux qui y travaillent, les bâtiments, les appareillages et beaucoup de produits. Prétendre que les scientifiques sont maîtres du jeu, c'est dédouaner le Capital et le pouvoir politique. C'est encore plus vrai pour le choix des applications résultantes du développement des connaissances.

Bien sûr, les scientifiques essaient de préserver de petits espaces de liberté en faisant valoir ce qui est possible compte tenu des technologies et des connaissances existantes. Mais, ces espaces sont bien petits aujourd'hui.

Bien sûr aussi, comme dans toutes les activités professionnelles, il y a des salariés à la botte des dirigeants des entreprises ou des

établissements publics alors que d'autres essaient de lutter.

Il y a, en plus, une dimension de la recherche que le Capital ne maîtrise pas, c'est que la découverte ne peut pas être programmée. La Science a donc un mouvement propre que la communauté scientifique ne peut pas complètement prévoir et qui justifie encore plus de défendre des espaces de libertés. Mais le Capital et les pouvoirs politiques reprennent la main dès que la découverte est rendue publique.

Finalement, la recherche est un enjeu comme d'autres champs d'activité : Les équipes de recherche, les entreprises, les nations s'y concurrencent. Pour chaque acteur, il est essentiel d'être le premier. Les choix de recherche sont donc un enjeu important de la lutte entre le Capital et les salariés. Qui en tirera bénéfice dans la santé, l'environnement, la culture, les transports, la défense.. ? Les profits et les intérêts nationaux veulent nécessairement imposer des choix qui leur sont favorables mais ne le sont pas forcément pour les salariés (y compris ceux de la recherche) et la population.

On comprend que pour les forces dominantes les scientifiques doivent avoir une liberté la plus limitée possible.

Michel Pierre

La politique étrangère criminelle des Etats-Unis

La politique étrangère américaine apparaît de nos jours, de plus en plus clairement, pour ce qu'elle est: une politique fondée sur l'unilatéralisme visant à imposer l'hégémonie des Etats-Unis, y compris par la force. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que les EU ont de plus en plus de mal à la pratiquer. La justification de cette politique, c'est la « démocratie » en fonction des intérêts du grand capital américain. Font partie de la bande admise dans le club américain les Etats, démocratiques ou pas, dits « modérés » qui servent les intérêts des Etats-Unis comme la dictature militaire égyptienne, le régime rétrograde saoudien...**Mais, rappelons-nous** le soutien apporté pendant des décennies aux régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud ».

Rappelons-nous l'élimination par la CIA de Soekarno qui joua un grand rôle pour l'organisation de la conférence de Bandung (1965) réunissant les représentants de 29 pays d'Afrique et d'Asie « contre le colonialisme et l'impérialisme et pour l'émancipation à l'égard des « grands ». Très gênant pour les EU, il fut remplacé, par Suharto en 1966 qui s'empressa d'assassiner 600.000 « communistes » pour établir avec le soutien des EU un régime dictatorial jusqu'en 1998.

Rappelons-nous le soutien au dictateur corrompu Batista qui régnait par la terreur et la corruption sur Cuba, avant Castro, avec la bénédiction états-unienne. Batista fut balayé par la révolution cubaine. Celle-ci résista à une lamentable tentative d'invasion de l'Ile par les émigrés cubains sous la protection de la marine américaine. Depuis des décennies, Cuba subit un ignoble embargo de la part des EU !

Rappelons-nous le Chili où les Américains installèrent, par un putsch, Pinochet qui vient de mourir dans son lit.

Rappelons-nous l'enlèvement d'Hugo Chavez, le président du Venezuela, pourtant élu démocratiquement, par un quarteron d'officiers félons avec l'aide de la CIA, et restitué au peuple suite à une manifestation monstre.

Rappelons-nous le martyr du Vietnam : un million de morts !

Rappelons-nous les mensonges pour justifier la guerre à l'Irak où il fallait, soi-disant, chasser le dictateur Saddam Hussein qui possédait des armes de destruction massive ! « Du beau travail », pour le malheur de l'Irak et des Irakiens !

C'est maintenant le chantage exercé sur l'Iran par les EU et l'UE. Pour l'Iran, la France joue le rôle de fer de lance de la politique américaine. Le tandem Sarkozy-Kouchner permet, en parlant de guerre de faire apparaître Bush comme modéré.

En Palestine, les EU utilisent l'arme de la faim.

« Capitulez devant Israël, sinon vous n'aurez pas de pain ». C'est l'infâme blocus décrété par les EU et l'UE contre les palestiniens. C'est le refus de laisser les Palestiniens choisir démocratiquement leur gouvernement. C'est la première fois qu'un peuple occupé est traité ainsi

Au Proche-Orient, les EU apportent un soutien sans faille à Israël. On l'a bien vu au moment de la guerre d'Israël contre le Hezbollah : les EU ont tout fait pour empêcher l'ONU d'imposer le cessez le feu. On le voit aussi avec le soutien à Mahmoud Abbas à qui ils veulent faire jouer le rôle de larbin des EU et d'Israël.

L'Etat d'Israël pratique d'ailleurs une stratégie analogue à celles des Etats-Unis. Qui a inspiré l'autre ? Il s'agit de détruire la société palestinienne par tous les moyens : annexion des terres, mur qui atomise la société palestinienne en cantons isolés, humiliation (mosquée d'Al Aqsa), permis de circuler, emprisonnement d'élus, assassinat de dirigeants, harcèlement de la population...Comment qualifier l'attitude du Quartet avec ses exigences envers les Palestiniens (reconnaissance d'Israël, fin des violences...) sans contrepartie envers les Israéliens (reconnaissance de l'Etat palestinien dans les frontières de 1967, Jérusalem-Est pour capitale de l'Etat palestinien, droit des réfugiés). Quant à la France, elle soutient Israël, car se dire pour l'existence de deux Etats sans préciser les frontières revient à cela. On n'avance guère après 60 ans de martyr des Palestiniens !

En fait, l'Etat d'Israël est l'allié de l'empire américain pour aider celui-ci à briser, dans cette région, toute velléité de résistance à l'hégémonie américano occidentale.

Les Etats-Unis conjuguent actuellement les thèmes de la démocratie, de la liberté et du terrorisme pour finalement aller contre la démocratie et la liberté des peuples et donc renforcer le terrorisme.

Pour les Etats-Unis ;

- Le capitalisme est le seul système viable
- La civilisation est menacée par le terrorisme, la civilisation occidentale s'entend. Il faut la protéger contre les barbares de l'Islam et leurs alliés

C'est en s'appuyant sur ces thèmes que les Etats-Unis se permettent de fouler aux pieds le droit international.

Pour les Américains « les Conventions de Genève sont obsolètes » (Bush en 2003). « Guantanamo est nécessaire pour lutter contre le terrorisme, les transferts clandestins de prisonniers aussi... ».

L'UE est complice, elle qui se dit si soucieuse de démocratie... quand ça l'arrange ! La France aussi évidemment ! Surtout avec Sarkozy qui a remplacé Blair dans le rôle de caniche de Bush.

La nouvelle stratégie américaine pour assurer sa domination est de détruire ou déstabiliser les Etats qui ne lui sont pas acquis. Actuellement, c'est l'Iran qui est dans le collimateur. Il est curieux de voir comment en France, tous les partis sont unis, d'une façon ou d'une autre, dans la croisade contre l'Iran. Ils ont **tous** participé au meeting du 13 février 2007 contre l'Iran, organisé par le CRIF qui se révèle comme le fer de lance d'Israël en France.

Quand les peuples ne supportent plus le régime dictatorial soutenu par les EU, ceux-ci se présentent en bons apôtres de la démocratie. Leur attitude à propos de la Birmanie est exemplaire de ces revirements !

Irak, Liban, Palestine, Iran... tout cela constitue les maillons de la même chaîne : celle de la « pax americana. » qui a de plus en plus de mal à s'imposer.

René Malzieu

Périodique trimestriel

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

N°56-Septembre 2007 – PRIX 3EUROS - ABONNEMENT 4 NUMÉROS 10 EUROS.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Françoise Courtin. REDACTION : Gilles Mercier

Imprimé dans nos locaux, 8 Hélène Boucher 94320 Thiais

Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry- sur- Seine

N'hésitez pas à nous adresser votre adresse mail, l'envoi du bulletin nous revient bien moins cher.

adresse mail : miquelmercier@free.fr

Pour le pluralisme des idées, aidez-nous

Envoyez vos critiques, vos suggestions, vos articles.

Versez pour que Réflexions puisse vivre : CCP 4210612T033